

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Charte des droits fondamentaux

L'audition des ONG par la Convention, le 27 avril, a donné à 70 représentants d'associations et de réseaux européens la possibilité d'exposer très rapidement, cinq minutes chacun, les attentes de la société civile européenne.

Pour sa part, le CELSIG a présenté sa proposition d'article à introduire dans la charte qui spécifierait que toute personne a droit à l'accès aux services d'intérêt général et que ces services garantissent l'exercice des droits fondamentaux, et préciserait, pour le rendre réel, que ce droit est accompagné de la possibilité d'un recours effectif devant un tribunal. Par ailleurs, le CELSIG a insisté sur la nécessité d'intégrer la charte au Traité pour la rendre contraignante et il a demandé que la journée "porte ouverte" organisée le 6 juin par la Convention soit l'occasion d'un débat réel et approfondi avec les ONG.

Vous pouvez nous demander le texte de cette intervention aux coordonnées ci-dessous.

Réunion du CELSIG, 8 juin 2000

Le CELSIG organise une réunion des représentants des associations et réseaux européens le 8 juin de 14 h à 17 h à Bruxelles, pour définir le programme de travail 2000-2001 (un troisième forum européen des acteurs sociaux sur les services d'intérêt général?). Le Comité fera le point sur la Charte des droits fondamentaux, la CIG, le mandat donné par le Conseil à la Commission de revoir la communication de 1996, le bulletin Nouvelles News Europe, etc. Inscription par email ou fax

Télécommunications

♦ Le Conseil Télécoms du 2 mai dernier a largement soutenu l'approche de la Commission sur le "paquet télécoms", développée dans une recommandation du 26 avril dernier. Cette recommandation tient compte des résultats de la consultation publique sur le réexamen du cadre de **réglementation des télécommunications** qui avait été engagée en novembre 1999 et dont les résultats ont été rassemblés dans une communication.

Sur la base de cette approche, la Commission présentera, en juin prochain, cinq projets de directives qui viseront à : simplifier les conditions d'autorisation d'entrée et la notion de "position significative sur le marché"; "dégrouper" l'accès à la boucle locale ; respecter une certaine autonomie des régulateurs nationaux (fixation des obligations d'accès et interconnexion); garantir la protection des consommateurs en maintenant, en particulier, le service universel et en prévoyant son extension en liaison avec les progrès techniques ; imposer pour les mobiles, l'obligation d'offrir la "portabilité du numéro" (en cas de changement d'opérateur). Un sixième projet de directive portant sur les aspects de concurrence devrait s'y ajouter, qui a également fait l'objet d'une communication. ...

Charter of fundamental rights

The audition of NGOs before the Convention, conducted on 27th April, enabled the 70 representatives of European associations and networks to briefly, five minutes each, present expectations of the European civil society.

The CELSIG, on its part, has presented its proposition on the article to be included in the charter, which would specify that each individual has the right of access to services of general interest and that such services shall guarantee the exercise of fundamental rights. In order to render it real, the article would specify that this right shall be accompanied by the possibility of an effective appeal before a court. Further, CELSIG has insisted on the necessity to integrate the charter into the Treaty so as to make it binding and, has asked that the "open day", organised by the Convention, scheduled for the 6th June, be an occasion for a real serious debate with the NGOs.

The text of this intervention can be obtained from us at the address indicated below.

CELSIG meeting, 8th June 2000

The CELSIG is organising a meeting of representatives of European associations and networks on the 8th June, from 14h to 17h, at Brussels, aimed at drawing up a working programme for the period 2000-2001 (the third European forum of social actors on services of general interest?) The Committee will review the Charter of fundamental rights, the IGC, the mandate given by the Council to the Commission to re-examine the 1996 communication, the Nouvelles News Europe bulletin, etc. Registration by email or by fax.

Telecommunications

The Telecoms Council held on 2nd May, went a long way in supporting the Commission's approach to the "Telecoms package" presented in the recommendation of 26th April. The recommendation in question takes into account the results from the public consultation on the re-examination of the framework of **telecommunications regulations** which was carried out in November 1999 and whose results were compiled in a communication.

On the basis of this approach the Commission will this June present five drafts of directives aimed at: simplifying conditions authorising entrance and the notion of "significant position on the market"; "dividing up" access to the local circuit; respecting a certain autonomy of national regulators (determination of obligations of access and interconnection); guaranteeing the protection of consumers by, in particular, maintaining universal service and anticipating its evolution in function of technical advancements; in the case of cellular phones, imposing the obligation of "portability of a number" (in the event of a change of operator). A sixth draft which has already been presented in a communication, directive draft on competition aspects, should be added. ...

Les apports attendus de cette nouvelle réglementation résident dans la simplification des textes (les règlements passeront de 25 à 6), dans la réduction des procédures administratives et dans l'abandon de tout projet d'autorité européenne unique de régulation des télécommunications.

La recommandation et les deux communications de la Commission sont consultables sur <http://europa.eu.int/comm>

♦ La Commission vient de décider de traduire la France devant la Cour de justice pour non respect des directives européennes en matière de financement du coût net du service universel des télécoms (directives 96/19 et 97/33). Dans un communiqué, elle précise qu'elle ne veut pas remettre en cause la notion de service universel, mais "assurer que le dispositif mis en place n'implique pas des charges excessives pour les opérateurs entrants appelés à participer au financement de ce mécanisme". La Commission estime que malgré des progrès dans la méthode de calcul des coûts par France Télécom, la non publication des contributions des opérateurs qui financent le coût du service universel ne permet pas de garantir une juste application des directives communautaires.

Cour de justice

La Cour a jugé incompatible avec le droit européen la **taxe communale autrichienne** sur les boissons alcoolisées parce que la recette n'est pas affectée à des "**finalités spécifiques**" (arrêt C-437/97). La taxe communale sur les boissons non alcoolisées a, en revanche, été maintenue car elle remplissait les conditions fixées par la législation européenne, à savoir son affectation aux crèches et aux transports publics, notamment.

Dans une affaire similaire (arrêt C-434/97), la Cour a reconnu valide la taxe française sur les alcools forts au profit de la sécurité sociale. Elle rappelle, à cette occasion, qu'à côté des accises et de la TVA qui ont des "finalités budgétaires, les Etats membres peuvent maintenir d'autres impositions si elles ont une finalité spécifique bien précise", telle que la protection de l'environnement, la santé publique, le tourisme, le sport, etc., et à la condition de respecter les modalités de calcul prévues dans la directive "accises".

Initiatives

♦ Le CIRIEC organise à Montréal (Canada) les 13 et 14 juin prochains, son 23^{ème} Congrès international sur le thème "**Economie mondiale et économie publique : nouvelles formes de coopération à l'ère de la mondialisation**".

Renseignements : ciriec2000@transat.com

♦ Le Forum européen du logement, organise le 15 septembre 2000 à Paris, une conférence européenne sur le thème "**Accès au logement dans l'Union Européenne : un droit ?**" qui se tiendra dans le cadre de la 12^{ème} réunion informelle des ministres du logement.

Renseignements : observatoire@wanadoo.fr

Adressez à "**NOUVELLES NEWS EUROPE**" de brèves **informations** en français et anglais, par courrier, fax, E-mail (celsig@worldnet.fr)

Expected contributions of this new regulation lie in the simplification of texts (regulations will be reduced from 25 to 6), in the reduction of administrative procedures and in avoiding any project with a unique European authority in telecommunications regulation.

The recommendation and the two communications can be consulted on the internet site: <http://europa.eu.int/comm>

♦ The Commission has just decided to bring France before the Court of Justice for not respecting European directives concerning the financing of the net cost of the universal service of telecommunications (directives 96/19 and 97/33). In a communiqué, the Commission clearly indicates that it has no intention of questioning the notion of universal service, but wishes to "ensure that the system set up does not result in excessive expenses on the part of joining operators called on to participate in the financing of this mechanism" It considers that despite improvements in methods of cost calculations by France Télécom, the absence of the publication of contributions from operators, who finance the cost of the universal service, does not allow a guaranteed fair application of Community's directives.

Court of Justice

The Court has ruled that **Austrian communal tax** on alcoholic drinks is incompatible with the European law (judgement C437/97), since collections from the tax in question are not allocated to "**specific purposes**". However, the communal tax on non alcoholic drinks is to be maintained for, it meets the required conditions set by the European legislation, in that it is being used for day nurseries and public transports, in particular.

In a similar case (decision C-434/97), the Court approved the French tax on strong alcohols in favour of the Social Security scheme. At this occasion the Court wishes to recall that, apart from excise and VAT which are "earmarked for budgetary purposes, member states can keep other forms of taxation only if they have a specific aim, clearly identified", such as environmental protection, public health, tourism, sports, etc. also on condition that calculation modalities defined in the excise directive are respected.

Initiatives

On the 13th and 14th June, in Montreal (Canada), the CIREIC will hold its 23rd International Congress on the theme of "**World economy and public economy: new forms of co-operation in the internationalisation era**".

Enquiries: ciriec2000@transat.com

In Paris, on 15th September 2000, the European forum on housing is organising a European conference on "**Access to accomodation in the European Union: a right?**" The meeting will be held within the framework of the 12th informal meeting of housing ministers.

Enquiries: observatoire@wanadoo.fr

Please send brief information to "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**", in English and French, by courrier, fax or E-mail (celsig@worldnet.fr).

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 80 €. *Subscription for 1 year: € 80*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.